

Février 2005

Le néolibéralisme guerrier

Ou conte débutant par « **Il était une fois le pétrole...** »



En 2004, le FMI a estimé que le PIB mondial a crû de 5%, évalué selon la méthode de la parité du pouvoir d'achat, soit la croissance la plus importante depuis presque les 30 dernières années. Même si on prévoit un ralentissement pour 2005, le taux de croissance reste tout à fait dans la moyenne du dernier quart de siècle. Le taux de croissance du commerce mondial fut supérieur — le double — comme c'est généralement le cas. Tout semble donc aller pour le mieux dans le meilleur des mondes et la cause semble en être la libéralisation des échanges... à condition de ne pas regarder les détails.

Les stocks mondiaux de céréales sont au plus bas depuis 30 ans et l'industrie manufacturière civile baigne dans la surproduction — 25% à 30% pour l'automobile. Tel n'est pas le cas pour l'industrie de la défense, la télé-informatique, les services financiers et l'industrie touristique qui baignent dans l'huile. En un mot, plus on s'éloigne des besoins vitaux des peuples, mieux ça va. Au cœur de ce déséquilibre il y a l'économie étasunienne qui, malgré la dévaluation de son dollar, vit de la transfusion des épargnes mondiales pour combler l'abyssale déficit de son compte courant.

S'ajoutent, pour l'ensemble des économies du monde dit « développé », c'est-à-dire impérialistes, de systématiques et croissants déséquilibres budgétaires, particulièrement pour les plus importants d'entre eux (Japon, ÉU et Allemagne), le Canada, les pays scandinaves et l'Océanie étant les exceptions à la règle pour compenser la stagnation des revenus des particuliers, sauf la frange la plus riche, et des gouvernements, mais non des transnationales. Plusieurs pays de l'OCDE ont des taux d'endettement public et privé élevés. De plus, le déséquilibre démographique des pays impérialistes est prétexte à la hausse des contributions pour les fonds privés de pension et les dépenses privées de santé qui, combinées à la hausse de l'endettement et à la stagnation salariale, menacent la croissance de la consommation, moteur de la croissance économique dans les pays impérialistes.

Si donc le capitalisme néolibéral et guerrier apparaît pour le moment relativement prospère c'est grâce à une fuite en avant à grands coups de déséquilibres sectoriels, spatiaux et financiers s'aggravant sans cesse et du rétablissement d'une économie de guerre permanente, la « guerre contre le terrorisme » succédant à la « guerre froide ». Cette économie casse-cou, de plus en plus inégalitaire et liberticide, est en

attente d'un tsunami économique-financier qui peut tout aussi bien surgir d'un effondrement de la bulle immobilière aux États-Unis, d'un repli de l'économie chinoise, d'une vague révolutionnaire en Amérique latine que d'une hausse incontrôlée du prix du pétrole suite à un dérapage au Moyen-Orient.

Pourquoi donc le néolibéralisme guerrier a-t-il pu supplanter l'État providence d'après la Deuxième guerre mondiale? On verra que ce régime d'accumulation du capital recelait aussi de graves déséquilibres qui allaient sans cesse s'envenimant et auxquels le néolibéralisme paraissait répondre. On verra qu'en particulier le pétrole devenait de plus en plus le talon d'Achille de ce régime ce qui explique qu'aujourd'hui il soit devenu le nerf de la guerre, littéralement, du néolibéralisme guerrier. Finalement, ayant constaté que ces deux régimes d'accumulation, État providence et néolibéralisme guerrier, conduisent chacun à leur façon à des déséquilibres à la longue non soutenables, on conclura en expliquant que le problème de fond est leur matrice commune : le capitalisme.

De cette conclusion découle que toute solution doit mener à une rupture avec l'accumulation du capital comme but ultime de la société. Cette réflexion nous amènera à réaliser que l'humanité est grosse d'une révolution écologique qui nécessitera une révolution sociale. Nul doute que cette révolution implique un bouleversement de l'État qui doit devenir le premier agent économique sur la base de sa démocratisation de fond en comble. Le premier pas de cette révolution est l'amorce d'une réforme fiscale et budgétaire radicale dont les deux piliers seraient une mise à contribution beaucoup plus importante du capital et un interventionnisme économique prononcé dans les domaines clefs de l'épargne et de l'investissement.

Le néolibéralisme ou la dictature illimitée des transnationales

Le néolibéralisme est une idéologie qui affirme que le « marché » est le rapport social le plus efficace, le plus juste et le plus démocratique. Il serait le plus efficace car il permettrait l'allocation optimale des ressources grâce à la motivation de la recherche du profit maximum pour satisfaire les besoins humains, évitant ainsi les « gaspillages » de la planification à la soviétique. Il serait le plus juste, pour ne pas dire égalitaire, car il fournirait à chacun et chacune les mêmes opportunités évitant ainsi le moule indifférencié de l'égalitarisme formel qui tue l'initiative. Il serait le plus démocratique, pour ne pas dire libertaire, car il permettrait à chacun et chacune de maximiser les potentialités de son « capital humain », évitant ainsi la dictature, même celle de la majorité, car le néolibéralisme est féru de « consensus »... c'est-à-dire de libre soumission du faible au fort. Ainsi de la somme des intérêts particuliers librement déployés et convergents émergerait l'intérêt général. Adam Smith parlait en son temps de *main invisible*.

Le néolibéralisme vient en version dure, doctrinaire, et en diverses versions légères, politiquement présentables. La version dure fait du marché une émanation de la nature humaine qui a vaincu à travers les âges tous les « totalitarismes », les derniers en date étant le fascisme et le « communisme », pour s'approcher de la « fin de l'histoire » une fois vaincu ce dernier obstacle qu'est le totalitarisme islamique. Ces totalitarismes auraient tous en commun la particularité de nier l'individualité qui s'exprime nécessairement dans la propriété privée car pour participer au marché il

faut détenir en exclusive quelque chose que l'individu est contraint d'offrir en échange pour se valoriser. Marx parlait de valeur d'usage transformable en valeur d'échange.

Les versions légères font du marché une institution humaine, donc encadré par un système d'États, ayant émergé dans l'histoire suite à une lutte sinieuse des « démocrates » contre les « tyrans ». Cette lutte aurait donné naissance à la forme achevée de la république des citoyens et citoyennes que les totalitarismes modernes ont tenté et tentent toujours de nier. Cet État, garant du marché, devrait au minimum imposer le respect de la propriété privée et des contrats entre propriétaires contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur car autrement ce serait la loi de la jungle ou l'assujettissement. (Il ne viendrait pas à l'idée des néolibéraux qu'ils puissent eux-mêmes assujettir pour imposer la démocratie de marché.) Au maximum, l'État néolibéral doit aider chaque individu à valoriser son « capital humain » en soutenant une éducation et une formation répondant au marché et en stimulant les soi-disant tire-au-flanc par un dosage approprié de bâtons et de carottes.

La logique interne de l'idéologie néolibérale est cohérente. À ceux et celles qui voudraient nier cette idéologie en lui opposant le néolibéralisme réellement existant, inégalitaire, polluant et guerrier, l'idéologue répond toujours que son application est encore imparfaite et que les collectivismes totalitaires ne sont pas encore totalement vaincus ce qui impose des « sacrifices » temporaires. Comme les révolutionnaires dogmatiques d'hier, les contre-révolutionnaires néolibéraux d'aujourd'hui carburent aux « lendemains qui chantent ».

À noter que dans cette lutte contre les collectivismes, les néolibéraux pragmatiques savent embrigader les forces conservatrices d'autrefois en autant qu'elles veuillent se réconcilier avec le néolibéralisme. Les valeurs conservatrices, en effet, misent sur l'insécurité créée par les politiques néolibérales pour recruter au néolibéralisme ses propres victimes. Pour ce faire, les néolibéraux pragmatiques sont prêts à faire cohabiter la « famille », la « patrie » et même la religion avec les droits individuels, dont le noyau est le droit de propriété, comme base de la morale néolibérale, peu importe les contradictions. L'essentiel pour eux est que les droits sociaux conquis lors de l'époque de l'État providence soient rejetés.

Ainsi le néolibéralisme pur est tendanciellement féministe de droite, cosmopolite et athée, car le marché idéal suppose des individus égaux. Par contre, le néolibéralisme réellement existant, parce qu'il a besoin d'alliés pour vaincre les forces de gauche, est plutôt sexiste, nationaliste et religieux. Cette ambiguïté est fort commode pour laisser créer des espaces de débat public, permettant une démocratie de surface, qui cependant ne remet pas en cause le dogme néolibéral.

Si la logique néolibérale abstraite est cohérente il n'en est pas de même avec ses prémisses. Sa prémisses essentielle est l'adéquation entre être humain et propriétaire d'un « capital humain ». Cette réduction utilitaire de l'individu comme maximisateur de son « capital humain », et son corollaire comme responsable de ses échecs en tant que pauvre et exclu, n'est pas conforme à la nature historique de l'être humain. Celui-ci a évolué en tant qu'être social compétitif certes mais aussi coopératif non seulement au moment de se dégager du règne animal mais dès son émergence du chaos primordial. De plus, l'émergence de la conscience permet de minimiser

l'aspect compétition et de renforcer l'aspect coopération. Il n'est donc pas vrai que la société humaine doive calquer le règne animal. L'exclusion de l'aspect coopératif, ou solidaire, au profit du darwinisme social, qui est d'ailleurs une négation du darwinisme de Darwin, est une pure création idéologique du capitalisme émergent que l'idéologie néolibérale tente aujourd'hui de renouveler.

Cette conception compétitive de l'être humain en plus d'être historiquement fautive n'est finalement pas compatible avec les prétentions égalitaires et libertaires du néolibéralisme pur. Car la loi de la compétition basée sur la propriété privée engendre la concentration et la centralisation du capital du simple fait des inégalités de départ dans sa distribution. (C'est là un apport essentiel du marxisme que même la plupart de ses dénigreur ne nient pas.) De sorte que le marché loin d'être une institution de petits propriétaires égaux s'échangeant les biens et services produit par leur « capital humain » — Marx, plus près de la réalité, parlait plutôt de « force de travail » que le prolétaire dépouillé historiquement de sa petite propriété paysanne ou artisanale est contraint de vendre sur le marché du travail aux détenteurs de capital sonnante et trébuchant pour survivre — est devenu le lieu virtuel de la domination réelle d'une poignée de transnationales. Après tout, 60% du commerce mondial se fait entre filiales de mêmes transnationales : on appelle cela le « libre-échange ».

Si liberté il y a, il s'agit uniquement de la liberté des propriétaires de capital dont la substantifique moelle en ce début de XXI^è siècle se résume à celle de quelques centaines de transnationales. Pour employer un vocabulaire orwellien, du point de vue de l'écrasante majorité de la population du globe, la liberté néolibérale c'est l'esclavage, la paix du marché global, c'est la guerre permanente.

La réponse néolibérale aux crises de l'État providence

Les politiques néolibérales bien connues (libéralisation du marché des capitaux, libre-échange sélectif des biens et services en faveur des pays impérialistes, flexibilisation et précarisation du marché du travail, baisse ou stagnation salariale, auto-réglementation environnementale, coupures dans les budgets publics de la santé, de l'éducation, des transports publics, de l'environnement, du soutien du revenu — dans le tiers monde des subventions à la nourriture de base — pour cause de « déficit zéro » ou de « critères de Maastricht » ou de remboursement de la dette, et de baisses des impôts) ont certes été la pointe de l'iceberg vouées à couler l'État providence. Cette partie visible de l'iceberg néolibéral est celle qui suscite la colère des peuples, colère qui se manifeste surtout dans les urnes et parfois, de plus en plus, dans la rue.

Mais pourquoi cette rupture avec l'État providence qui donnait une croissance plus grande, un chômage moindre et une meilleure répartition de la richesse que le capitalisme néolibéral dominant depuis 1979 ? Parce que l'on vit dans un système capitaliste dont le but est l'accumulation sans fin du capital sur la base de la loi de la concurrence tant entre les capitaux (privés) qu'entre les États nationaux. L'opération de cette loi de la concurrence pour des fins d'accumulation se résout dans l'obligation pour chaque capitaliste de maximiser ses profits. Or le taux de profit avait chuté à son plus bas durant la récession de 80-82 depuis la fin de la Deuxième

guerre. L'implantation des politiques néolibérales a permis de le rétablir à son niveau des années 50.

Cette baisse des taux de profit n'étaient pas dû, comme les néolibéraux ont tenté de le faire croire, aux augmentations salariales, services publics et programmes sociaux gagnés du temps de l'État providence, soit au salaire individuel et social. Au contraire, ces gains populaires en alimentant la demande solvable ont prolongé la période de prospérité, qui a duré une trentaine d'années (les « trente glorieuses » 1945-1975), ce qui a créé un espace économique pour les gains de productivité en facilitant l'expansion de nouvelles usines plus productives. Par contre, la force relative des syndicats et des partis sociaux-démocrates ou populistes leur a permis d'imposer un meilleur partage de ces gains de productivité.

Cette baisse des taux de profit est entièrement due à la stagnation innovatrice du capital en temps de prospérité. Grâce aux destructions dues à la Deuxième guerre mondiale, le modèle du complexe auto-pétrole-bungalow mis au point aux ÉU entre les deux guerres mondiales s'est pleinement déployé partout dans les pays impérialistes. Ce modèle ainsi cloné — complété par le complexe militaro-nucléaire dû à la guerre froide qui incorporait les percées technologiques de la guerre par exemple l'ordinateur, le moteur à réaction et le nucléaire — a produit une accumulation de capital telle, surtout dans les pays détruits par la guerre qui ont réintroduits le marché mondial comme producteurs, que s'est développée une crise de surproduction à partir de la fin des années 60.

Cette crise larvée a finalement éclaté au milieu des années 70, déclenchée par la hausse drastique du prix du pétrole. Ainsi, le capital a pu charger les pays arabes de tous les péchés... d'Israël afin de masquer sa propre crise structurelle du taux de profit. Pour rétablir son taux de profit à court terme, avant d'être capable de générer une nouvelle révolution technologique — celle en cours de la télé-informatique, nouveaux matériaux et biotechnologie qui est cependant loin d'être rendue à terme — le capital a attaqué et attaque toujours frontalement le salaire, individuel et social, afin de redistribuer la tarte en sa faveur, en commençant par les pays du tiers monde et les couches sociales les plus vulnérables, femmes, enfants, paysans et peuples autochtones.

Le complexe auto-pétrole-bungalow, le capitalisme néolibéral l'a remplacé par le complexe... auto-pétrole-bungalow-militaire-sécuritaire-téléinformatique, donc en fusionnant les deux anciens complexes et en y adjoignant les éléments les plus matures du nouveau complexe en formation. (On peut peut-être parler d'un complexe transitoire qui cherche à se transformer en un complexe biotechnologique-téléinformatique-énergie verte.) En effet, la guerre pour le pétrole a lié structurellement l'industrie de l'armement, et son corollaire l'industrie sécuritaire, à l'industrie pétrolière. Et comme les nouveaux systèmes d'armement et de sécurité ont recours à la fine pointe de la technologie de l'information et des communications, il en est de même pour les TIC. La mise en vitrine du sympathique Internet comme symbole de la dite « nouvelle économie » néolibérale n'est rien d'autre que de la fausse représentation.

Comment, cependant, le capital a-t-il pu imposer démocratiquement, tout au moins dans les pays impérialistes, ce tournant de droite ? Il a su mettre en évidence les limites et les failles de l'État providence tout en proposant ces (fausses) solutions :

1. La crise écologique

Imposé par le crédit et le marketing de masse sur fond de pénuries des temps de crise et de guerre, le modèle de consommation de masse dû au complexe auto-pétrole-bungalow a permis une période prolongée d'accumulation rapide du capital mais au prix d'une croissance des pollutions et de l'affaiblissement des solidarités populaires en isolant les familles dans leur auto/bungalow. S'est ajouté la pollution très élevée de l'industrie et de l'appareil militaire et, *last but not the least*, le risque systémique de l'arme nucléaire et du nucléaire dit civil, problème jamais résolu et même accentué par la désuétude généralisée des centrales nucléaires.

Le néolibéralisme dur, pour expliquer cette crise, blâme le développement de la propriété publique aux dépens de la propriété privée. Selon lui, comme personne n'est responsable de ce qui n'appartient à personne — l'air, l'eau sous toutes ses formes de la mer aux nappes phréatiques en passant par les lacs et rivières, les forêts publics — tout le monde gaspille et pollue ces milieux naturels. Le remède serait donc de distribuer les « aires communes » en propriété privée. Mis à part la difficulté conceptuelle de mettre l'air en propriété privée, mais on y arrive plus ou moins en instaurant un marché de « droits de polluer », il est faux que propriété privée rime avec écologie et que « aires communes » riment avec pillage et pollution.

Plus le capital est mobile, ce qui est le but premier des politiques néolibérales, plus il se libère des contraintes spatio-temporelles et sectorielles. S'il est plus rentable de couper à blanc une forêt ou de vider la mer puis de réinvestir les profits, disons, dans la pharmaceutique que d'exploiter écologiquement la forêt ou la mer, ce qui est généralement le cas, c'est ce que fera le capital « libéralisé ». Par contre, une « aire commune » peut parfaitement être exploitée écologiquement si elle l'est par un collectif, dont le but premier ne soit pas le profit, encadré par une législation appropriée. Est-ce possible dans le cadre d'une économie capitaliste ? Les luttes écologiques peuvent au moins y éviter le pire.

Le néolibéralisme léger, pratico-pratique, accepte l'existence de certaines « aires communes » pour substituer, en l'absence de propriété privée, une correction par le haut des prix, souvent nommée « écotaxes ». Ces écotaxes sont réactionnaires pour deux raisons. Premièrement, on ne peut tout simplement pas monétiser gaspillages et pollutions à moins de réduire, par exemple, la forêt à du « bois debout » ou la mer à un aquarium commercial ou même l'écosystème terrestre à un thermomètre dont chaque degré comporte un rapport coûts/bénéfices.

Deuxièmement, ces écotaxes ne sont pas autres choses que des taxes de ventes régressives, même si elles sont sélectives, qui en bout de ligne ne pénaliseront que le peuple travailleur en commençant par les plus pauvres. Au mieux, les écotaxes ne sont tolérables que s'il existe une solution écologique alternative, par exemple un système de transport en commun urbain et interurbain bon marché et de qualité contre une écotaxe sur le pétrole. Ceci dit, rien n'empêche de taxer lourdement les produits de luxe, par exemple les véhicules utilitaires, car il existe déjà une solution meilleure marché.

Au bout du compte, le capitalisme néolibéral avec son complexe auto-pétrole-bungalow-militaire-sécuritaire-téléinformatique conjugué à son ultra-individualisme qui brise l'institution familiale et à l'hypertrophie du crédit qui exacerbe le consumérisme, empire de beaucoup la crise environnementale. De l'auto familiale on est passé à l'auto individuelle, du bungalow familial au super-bungalow du couple sans enfants, du complexe généralisé au monde impérialiste au complexe globalisé au monde entier. La Chine et l'Inde s'y intègrent à vitesse accélérée depuis le début de ce siècle. Des pollutions locales (pluie acide, smog urbain), on est passé à la mise en cause de l'équilibre de la planète (effet de serre, épuisement des ressources).

Il ne faut pas s'en étonner car c'est le capitalisme tout court qui est incompatible avec l'écologisme. Comme l'alpha et l'oméga du capitalisme est l'accumulation du capital le taux de profit doit non seulement être positif mais égaler une norme historique qu'on peut situer à au moins 15%. Il s'ensuit qu'habituellement le taux d'intérêt, c'est-à-dire le loyer du capital argent avancé aux entreprises, sera aussi positif bien qu'une fraction du taux de profit. Certes, à certains moments donnés, si l'offre d'argent est beaucoup plus forte que la demande d'argent, suite habituellement à une intervention étatique — plus précisément de la Banque centrale que le néolibéralisme a découplé du contrôle des élus et même partiellement du pouvoir exécutif — le taux d'intérêt réel (corrigé de l'inflation), du moins à court terme, peut être négatif ou plus ou moins nul pour une brève période, par exemple au milieu des années 70, ou dans une zone monétaire donnée pour une période relativement longue, par exemple au Japon durant les années 90. Mais c'est l'exception qui confirme la règle.

Or que signifie un taux d'intérêt positif ? Il signifie qu'un capital-argent placé prétendument « productivement » vaut plus avec le temps. Le corollaire de ce théorème est que la consommation prétendument sacrifiée aujourd'hui, qui est l'envers du capital-argent placé car il permettrait de le dégager, vaut moins avec le temps. Autrement dit, un montant donné de capital-argent aujourd'hui doit pouvoir permettre de manger plus demain, ce qui veut dire que sa contrepartie, une unité de nourriture aujourd'hui, vaut plus que la même unité demain. Cela pourtant n'a rien de « naturel » car il n'y a aucun sacrifice en jeu. Comme il est tout à fait normal de répartir sa consommation d'aujourd'hui entre différents produits et services pour satisfaire des besoins variés, il l'est tout autant pour les mêmes raisons de la répartir entre aujourd'hui et demain pour le même item.

L'on sait que le principe de base du développement soutenable tel que défini dans le rapport Brundtland est que le développement doit satisfaire aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire à leurs propres besoins. Or pour permettre cette adéquation, il faut que la valeur de la consommation d'aujourd'hui soit strictement égal à la valeur de la consommation de demain. Il faut donc que le taux d'intérêt soit historiquement égal à zéro. Autrement, même avec un taux d'intérêt positif modeste, un panier de consommation d'aujourd'hui sera « discompté », pour employer un langage financier, à presque rien dans 50 ans. La pondération de la consommation d'aujourd'hui vaudrait donc plus que celle de demain. Capitalisme et écologisme sont donc incompatibles.

2. La crise de la dette

Au fur et à mesure que le taux de profit commençait à baisser à la fin des années 60 s'est installée la « stagflation » c'est-à-dire un mélange de stagnation et d'inflation. Cette conjoncture traduisait la combinaison de la grève des investissements du capital, due à un taux de profit trop bas, et la lutte sociale entre transnationales et mouvement syndical. Ce dernier arrivait encore à obtenir de bonnes hausses salariales, ce qui amenait les transnationales, accommodées par la politique de création monétaire laxiste des Banques centrales, à haussé les prix pour annuler les hausses salariales. Puis le cycle continuait menaçant de dégénérer vers l'hyperinflation, ce qui arriva dans certains pays du tiers monde.

Cette politique laxiste de création monétaire généra de bas taux d'intérêt au point même qu'ils devinrent négatifs, en termes réels, au milieu des années 70. Dans un contexte de stagflation, ces taux d'aubaine furent mis à profit par les États en difficulté fiscale et par les pays du tiers monde en situation difficile de compte courant et de croissance suite à la baisse de leurs exportations. De 1968 à 1980, la dette du tiers monde fut multipliée par plus de dix fois. On comprendra que coincé dans le piège de la stagflation alors que le taux de profit chutait toujours, de plus en plus conscient de la vulnérabilité des États et des pays du tiers monde due à leur endettement en croissance exponentielle, le capital ne résista pas à la tentation d'une hausse brutale des taux d'intérêt en 1979, véritable déclaration de guerre néolibérale au monde. Ainsi furent mis au pied du mur les peuples du monde.

Cette mise au pas des peuples, cependant, se fit par l'intermédiaire des États car ce sont eux qui s'étaient endettés car même la dette privée externe du tiers monde fut graduellement étatisée pour en charger les peuples. Ainsi les États ont-ils réussi à passer pour des victimes des créanciers — ce qui est très commode pour faire accepter les impopulaires politiques néolibérales — et, dans le cas des États du tiers monde, du FMI. Le FMI, par ses programmes d'ajustement structurels, a pu transformer la grande majorité des pays du tiers monde en plate-formes exportatrices à très bas salaires, en compétition féroce les unes contre les autres de sorte à dégager les surplus de devises fortes pour rembourser leurs dettes au capital financier.

Cet endettement qui a permis au capital néolibéral d'asservir les peuples était dû lui-même à deux problèmes sous-jacents légués par le modèle de l'État providence :

- l'échange inégal : les rapports de prix défavorables entre d'une part les matières premières et biens manufacturés intenses en main d'œuvre et d'autre part les biens manufacturés de haute technologie et les services. En un mot, les produits du tiers monde n'étaient pas payés à leur valeur c'est-à-dire qu'un échange de produits, égal en termes monétaires, ne l'était pas en termes de temps de travail en ce sens que les produits exportés du tiers monde contenait davantage de temps de travail que l'équivalent monétaire de produits importés. Cette contradiction entre égalité monétaire et inégalité en temps de travail était le reflet d'un système certes global mais segmenté en marchés nationaux. Loin de l'éliminer, le néolibéralisme la reproduit au centuple en libérant certes le capital des frontières étatiques mais en réglementant encore plus leur franchissement par la main-d'œuvre.

- la grève fiscale des entreprises et des classes riches : au lieu de payer leur part d'impôt, entreprises et riches la prêtaient aux gouvernements pour financer les infrastructures nécessaires pour l'expansion du complexe auto-pétrole-bungalow et les services publics/programmes sociaux gagnés par les luttes sociales. Les mouvements sociaux furent assez forts pour arracher une importante hausse du niveau de vie dont une part substantielle de services publics et d'assurances sociales mais pas assez, surtout pas assez conscients, pour arracher une taxation du capital à la hauteur et encore moins la conquête du pouvoir, ce qui aurait signifié une expropriation partielle du capital, transition vers une expropriation totale.

Le capital néolibéral prétendait résoudre tous ses problèmes par la globalisation des marchés c'est-à-dire par la destruction des marchés nationaux régulés par les États eux-mêmes soumis à la pression des peuples. Le marché global en aiguissant la loi de la concurrence devait rendre l'économie plus efficace — pour souligner la chose on a même inventé le mot « efficience » — en libérant l'initiative individuelle ce qui de surcroît allait rendre impossible le maintien des régimes autoritaires. Ainsi les ressources allaient être générées pour payer, sans problème social, le service de la dette. On a vu que ce marché est un marché de transnationales dont la globalisation ne fait qu'envenimer la concentration et la centralisation du capital.

Les peuples, appauvris, doivent davantage s'endetter cette fois plus directement, spécialement dans les pays anglophones, par l'intermédiaire des hypothèques et du crédit à la consommation. Mais aussi plusieurs États continuent à s'enfoncer dans l'endettement et non pas des moindres (ex. ÉU, Japon, Chine, Allemagne, France) surtout à cause des baisses d'impôt exigées par la capital néolibéral. Finalement, les États du tiers monde, loin d'avoir résolu leurs problèmes d'endettement, on vu leurs dettes externes croître de quatre fois depuis 1980 et, malgré la baisse des taux d'intérêts, le service de la dette de presque autant.

3. La crise nationale

L'existence de marchés nationaux, ou de zones monétaires relativement autonomes pour les pays impérialistes grâce au contrôle des changes instauré par la conférence de Bretton Wood, permettait certes aux États-nations impérialistes de mieux réguler leur économie nationale par un bouquet de politiques budgétaires, fiscales et monétaires. Cependant, ce nationalisme des pays impérialistes abandonnait les « néo-colonies » du tiers monde au sort des rivalités du conflit ÉU-URSS, qui générèrent maintes guerres chaudes inter-étatiques et civiles, et aux diktats des grandes banques et des transnationales particulièrement étasuniennes... mais aussi canadiennes qui à l'époque avaient une importance relative bien plus importantes qu'aujourd'hui.

L'aide au développement ne pouvait être qu'un palliatif, hypocrite et intéressé, à cette dichotomie impérialisme versus néo-colonies. S'ajoutait le manque de solidarité envers les luttes démocratiques des peuples d'Europe de l'Est et de Chine sauf à dénigrer leurs conquêtes économiques dont le plein emploi relatif n'était pas des moindres. La solidarité nationale, cristallisée dans l'État providence, imposé par les peuples aux bourgeoisies impérialistes — et dans une moindre mesure aux classes dirigeantes du tiers monde par leur propre peuple en révolte contre l'impérialisme et ses alliés locaux sous forme d'État populiste ou clientéliste —

s'arrêtait aux frontières de l'idéologie du « sous-développement » et de l'anti-communiste.

À ce monde divisé en trois — Ouest, Sud, Est — la réponse néolibérale est la globalisation des marchés qui a effectivement davantage uni les élites dirigeantes et, jusqu'à un certain point, une classe moyenne supérieure branchée qui s'est laissée prendre au mirage de la télé-informatique. L'envers de la médaille, cependant, a été le creusement des inégalités tant entre le monde impérialiste et le tiers monde, qu'au sein de ces deux mondes et au sein de chaque pays sans aucune exception. Ainsi, le monde est-il plus divisé que jamais.

En résulte deux tendances contradictoires. Les élites et leur base sociale des classes moyennes supérieures essaient de chercher des solutions communes à travers la multiplication des forums et institutions internationales que ce soit le Forum économique de Davos, lieu de la direction idéologique du capital néolibéral, le G-8, lieu de sa direction politique. Puis ces directions se convertissent en directives politiques et économiques à travers le Conseil de sécurité, l'OMC et le FMI.

Par contre, les inégalités croissantes multiplient les tensions économiques, environnementales et sociales qui, inévitablement, se répercutent sur les classes dirigeantes les amenant à recourir plus que jamais au nationalisme, et à tous ses avatars que sont le racisme, la xénophobie, jusqu'au nettoyage ethnique, afin de gérer les crises. Car le nationalisme a pour effet de dévier la colère populaire sur les autres peuples ce qui permet aux classes dirigeantes de conserver le pouvoir.

Certes, la circulation des capitaux a été presque entièrement libéralisée. Cette circulation, cependant, est la cause de la croissance des inégalités car elle permet le libre rapatriement des profits des transnationales, des intérêts du capital financier et des capitaux des élites du tiers monde dans les banques impérialistes. Certes, elle a aussi facilité les investissements et placements impérialistes sans contraintes législatives et réglementaires, mais ce laxisme se traduit par l'achat des meilleures entreprises publiques et privées du tiers monde sans réels nouveaux investissements. Le chapitre 11 de l'ALÉNA, que l'OMC veut maintenant imposer au monde par la ronde de Doha, permet même aux transnationales de poursuivre des États pour cause d'expropriation et de limitation des profits ce qui revient à confier à l'entreprise privée l'encadrement des législations sociales et environnementales.

Cependant, il est faux que la circulation des marchandises et des services y soit libre sauf des pays impérialistes vers les pays du tiers monde tellement les pays impérialistes se dotent de mesures protectionnistes sélectives, particulièrement en agriculture, par le moyen de subventions et de mesures anti-dumping. Quant à la circulation des personnes et des idées, leur circulation est plus restreinte qu'auparavant de par les contrôles plus sévères de l'immigration, surtout depuis l'instauration des mesures répressives de l'après 11 septembre qui ne respecte même pas dans certains cas *l'habeas corpus*, et de par le renforcement de la dite « propriété intellectuelle » qui nuit de plus en plus à la libre diffusion des idées.

4. La crise des genres

Le complexe auto-pétrole-bungalow avait cristallisé et cristallise toujours une division du travail entre un travail intellectuel, pré carré des dominants quasi exclusivement mâle et blanc (dans les pays impérialistes), et un travail manuel des dominés. Au sein du travail manuel, était valorisé au niveau salarial et des conditions de travail les emplois manufacturiers, chasse gardée des hommes surtout blancs. Même au sein des emplois de service, étaient valorisés les services aux entreprises manufacturières (services légaux, de comptabilité, de consultation) où les hommes blancs prédominaient en haut de l'échelle.

Par contre, les services aux personnes et les services publics, dont les employées étaient et sont toujours surtout femmes et à forte composante de couleur, sont considérés non « productifs » c'est-à-dire non générateurs de profits. En effet, même si les tâches de reproduction de la force de travail (main-d'œuvre) accomplies au sein de ces services sont tout à fait indispensables à la société, elles sont considérées comme « improductives » d'un point de vue capitaliste parce qu'elles ne contribuent pas à l'accumulation du capital n'étant pas rémunérées — quand elles ne sont pas gratuites au sein des familles — par un capital investi mais qu'elles le sont soit par les revenus de consommation des riches soit surtout par les revenus fiscaux.

Inutile d'insister sur les antagonismes que ces divisions de la force de travail maintiennent au sein des peuples travailleurs. Cet antagonisme permet de justifier socialement les disparités salariales, et même les coupures dans les services publics en tant que travail de femme pouvant être fait à la maison, donc d'en nier ou minimiser la dimension proprement oppressive.

Les forces néolibérales, particulièrement au FMI et à la Banque mondiale, ont su exploiter cette contradiction pour tenter de se gagner les femmes et les pauvres en plaidant pour la valorisation de l'éducation des femmes et pour des programmes anti-pauvreté. Pour les néolibéraux, comme on l'a vu, les femmes et les pauvres sont du « capital humain » sous-valorisé dont la mise à niveau les rendrait (mieux) employables sur le marché du travail — de même qu'elles seront davantage portées à rendre leurs enfants employables en les envoyant à l'école même si elle n'est plus gratuite — et surtout en tant que petits entrepreneurs dans l'économie informelle ou « sociale » souvent financés par des « micro-crédits ».

Cette intégration néolibérale des femmes prônée par la Banque mondiale si elle peut parfois libérer les femmes d'une oppression en apparence traditionnelle, en fait cristallisée et envenimée par l'ancien colonialisme — la dot aux Indes, le meurtre des bébés filles en Chine, l'excision en Afrique — est loin d'être suffisante et complète pour compenser l'exclusion des femmes par les politiques néolibérales. Tant la priorité aux cultures d'exportation dans le tiers monde, les cultures de marché étant tendanciellement de la responsabilité des hommes alors que les cultures domestiques sont celles des femmes, que le pillage des ressources naturelles productrices de combustibles y ont marginalisé et augmenté le fardeau des femmes.

De même, partout dans le monde, les coupures des services publics ont à la fois frappé un secteur d'emploi féminin à travail relativement bien rémunéré grâce aux luttes sociales des années 60-70 et transféré aux femmes dans les ménages la partie socialisée du soin des personnes âgées et des malades. Finalement, la croissance des inégalités qui engendrent son lot de tensions sociales y compris de

guerres a aiguisé la violence contre les femmes et les enfants sous toutes ses formes, du harcèlement sexuel au travail au viol en temps de guerre en passant par la violence conjugale. L'exclusion des femmes et des enfants, combinée au tout-marchandise du néolibéralisme, a aggravé la prostitution et la pédophilie.

Le libre-échange a tout particulièrement facilité tous les commerces internationaux illégaux dont ceux des armes et de la drogue mais aussi, tout aussi important, celui du trafic des femmes des pays de l'Est et du Sud vers les pays du Nord tant et si bien que se développe un demi-esclavage. En effet, tant la domination mâle et l'isolement de l'étrangère qui ne connaît pas la langue que l'intérêt pécuniaire du passeur à se faire rembourser — les tentacules de la finance vont jusque là y compris le blanchiment de l'argent dont les grandes banques sont les complices plus que consentantes — poussent à un nouvel esclavage néolibéral, tant pour la prostitution que pour la production dans les zones franches du Sud et les usines illégales du Nord, qui se superpose et remplace souvent le traditionnel esclavage domestique.

5. La crise de l'alternative

Le modèle de l'État providence associé à la guerre froide a entretenu le mythe de la peur du communisme qui était soi-disant prêt à attaquer le monde libre — on se souvient de la théorie des dominos lors de la guerre du Vietnam — ce qui a justifié l'établissement d'une économie de guerre permanente et d'un complexe militaro-nucléaire. Cette peur de l'envahisseur communiste était certes sans fondement tellement le monde soviétique et chinois ne faisait que réagir aux provocations impérialistes dont la première en date fut le bombardement atomique de Hiroshima et Nagasaki que s'il visait le peuple japonais, comme par hasard un peuple non-blanc, visait politiquement l'URSS qui sortait renforcée de la Deuxième guerre suite à de très lourds sacrifices qui lui avait permis d'être le facteur principal de la victoire contre le nazisme.

Cependant, cette peur avait un noyau rationnel soit la réalité d'un régime anti-démocratique et répressif que les deux protagonistes avaient intérêt à faire passer comme « communiste » l'un pour justifier le capitalisme qui lui garantissait la démocratie et l'autre pour justifier son pouvoir dictatorial au nom de la révolution... trahie depuis longtemps. La course aux armements qui a résulté de la rivalité entre les « frères ennemis » a servi de catalyseur de la crise interne du système soviétique qui s'est effondré rapidement en 1989-91.

Il ne faut pas se surprendre de la défaite du système soviétique quand on se rappelle la différence de niveau de développement au point de départ du régime soviétique, en 1917, différence renforcée par les destructions de la Deuxième guerre. L'étonnant fut plutôt sa longévité essentiellement due à des conquêtes sociales réelles que le capitalisme néolibéral sauvage aujourd'hui y régnant a mis rétrospectivement en évidence. Le capitalisme néolibéral ne pouvait que se réjouir de la reconquête de cette vaste zone où pourrait se déployer l'accumulation du capital dans la mesure de la création des conditions socio-politiques permettant la sécurité de la propriété privée et la garantie de la libre circulation international du capital, ce qui est encore loin d'être le cas.

Le capital néolibéral ne pouvait aussi que se réjouir du changement de cap de la classe dirigeante chinoise qui voyant venir la crise de son système bureaucratique et autoritaire, et désirant par dessus tout conserver son pouvoir, transforme par étapes l'économie chinoise en économie capitaliste intégrée de plus en plus au marché global dont la dernière étape en date fut son acceptation au sein de l'OMC au prix d'importantes concessions au capital néolibéral. Tellement qu'aujourd'hui l'économie chinoise est devenue, avec l'économie étasunienne, une des deux locomotives de l'économie mondiale et aussi un facteur de renforcement de la compétition acharnée entre pays du tiers monde pour la conquête des marchés. Reste, cependant, le problème non banal de l'intégration de la classe bureaucratique-capitaliste chinoise comme nouvelle bourgeoisie impérialiste ce dont ne veulent à aucun prix les bourgeoisies impérialistes établies qui ne veulent même pas de ce prétendant beaucoup plus petit qu'est la bourgeoisie sud-coréenne.

Cependant, ces conquêtes de nouvelles zones d'accumulation entraînaient, en contrepartie, la disparition soudaine de l'Ennemi qui faisait peur. Ainsi se créait, du point de vue du capital, un vide idéologique nécessitant la création d'un nouvel ennemi qui aurait la même crédibilité afin de maintenir le même système de peur. Autrement, à terme, les classes dominées verraient plus facilement quel est la source de leurs problèmes. Cet espoir d'un monde meilleur prit d'ailleurs la forme des « dividendes de la paix », c'est-à-dire une exigence de démanteler l'économie de guerre permanente. Heureusement pour l'impérialisme arriva sur un plateau d'argent, le 11 septembre 2001, la menace terroriste islamique.

Cette menace est essentielle pour la survie du capital car c'est cette peur du communisme, relayé aujourd'hui par la peur du terrorisme, qui a été le facteur déterminant de la construction et du maintien d'une alliance entre le capital et le peuple travailleur. Si, cependant, l'État providence fut à la base du compromis de classe « anti-communiste », c'est l'État sécuritaire néolibéral qui se veut à la base du compromis de classe « anti-terroriste ». Ce dernier compromis ne comporte aucune concession socio-économique ou démocratique car si le compromis imposé par la conjoncture d'après-guerre — extension de la puissance de l'URSS, révolutions chinoise, menaces révolutionnaires en Italie et en France, puissances des syndicats aux ÉU, au Canada, etc. — avait obligé le capital à mieux partager les gains de productivité tout en restant cependant le maître de l'économie et de l'État, le compromis néolibéral repose sur la défaite des luttes populaires.

Ce fut en effet l'erreur stratégique des peuples travailleurs de se contenter de lutter pour le partage des richesses, même durement, mais de laisser le pouvoir au capital. Au fur et à mesure de la baisse du taux de profit, le capital s'est concentré en transnationales qui ont investis dans des zones peu syndiquées (sud des ÉU, sud de l'Europe, certains pays du tiers monde comme la Corée du Sud et Taiwan qui, comme par hasard, servait de vitrines à la Chine dite communiste) et a libéré ses épargnes du contrôle étatique (eurodollars, pétrodollars) qui deviendra capable à son tour de faire chanter les peuples du monde.

Le pétrole bon marché

Le pétrole bon marché a été à la base du complexe auto-pétrole-bungalow sur lequel s'est construit l'État providence. Cependant, le pétrole bon marché est encore plus crucial pour le complexe auto-pétrole-bungalow-militaire-sécuritaire-TIC sur lequel repose l'État néolibéral. Si la guerre froide, qui recouvra pleine de guerres chaudes dans le tiers monde dont celle de Corée puis du Vietnam ne furent pas des moindres, fut le ciment de la soumission idéologique des peuples travailleurs, la « guerre contre le terrorisme », qui recouvre déjà un tas de conflits localisés dont les guerres en cours contre l'Afghanistan et contre l'Iraq — guerres dont la motivation directe est le pétrole — ne sont pas des moindres, se voudrait le ciment de la soumission de classe laborieuses au capitalisme néolibéral guerrier.

Le pétrole bon marché est l'épine dorsale de l'économie néolibérale non pas tellement à cause de ses rentes faramineuses mais surtout parce que cette économie carbure, littéralement, au transport bon marché. La hausse de du rapport PIB/énergie ne doit pas faire illusion car elle s'explique par la hausse du rapport services/produits. Son mode de consommation est basé sur l'auto plus encore que ne l'était l'économie de la Guerre froide : de l'auto familiale on est passé à l'auto individuelle, non seulement pour le monde impérialiste mais maintenant pour le monde entier. Son mode de production basé non pas sur la grande usine nationale mais sur la division internationale du travail commandant un réseau de sous-traitants, une gestion des stocks à flux tendu et la distribution mondiale dépend de flottes immenses de camions et d'avions. Sans compter une agro-industrie mécanisée et fertilisée au pétrole au point que le bilan énergétique en est négatif et qui le deviendra davantage dans la mesure où il s'enfoncera dans la manipulation génétique contrôlée par les transnationales.

Une importante hausse permanente du prix du pétrole aurait pour effet à la fois d'étouffer la croissance de la consommation dont dépend de plus en plus la stabilité de l'économie néolibérale et de rendre non compétitive son mode de production par rapport aux modes de productions nationaux qui n'ont pas encore été lessivés ou aux modes de production alternatifs en agriculture qui émergent. On comprend donc la rage folle qui habite les hauteurs néolibérales devant la contradiction du pétrole. Plus son usage se répand dans toutes les pores de l'économie néolibérale plus sa source bon marché se concentre dans ce Moyen-Orient qui lui échappe de plus en plus.

Le contrôle du pétrole n'est pas seulement indispensable au bon fonctionnement de l'économie néolibérale, mais il l'est aussi pour sa pérennité. Comme l'économie néolibérale repose sur l'exclusion et la croissances des inégalités elle cherche à créer une demande solvable stable qui ne soit pas la consommation de masse comme ce fut le cas pour l'État providence une fois épuisée la reconstruction d'après guerre. L'endettement généralisé arrive en effet à ses limites quand il ne sert plus qu'au service de la dette et qu'il rend le système de plus en plus instable au point d'enlever toute flexibilité à la politique monétaire. L'économie néolibérale ne cherche donc pas l'accumulation du capital sur la base de la croissance comme c'était le cas pour l'économie de l'État providence. Elle cherche plutôt à re-calibrer le partage de la richesse capital-travail en faveur du capital quelque soit l'effet sur le taux de croissance qui est devenu une variable dépendante.

Un premier re-calibrage s'est fait en cassant la croissance par la hausse brutale des taux d'intérêt de sorte à créer un volet de chômage et de misère pour briser la résistance ouvrière et populaire. Cette attaque frontale a permis une première phase de cette redistribution, accélérée par la « rationalisation » due aux fusions rendues nécessaires par l'exacerbation de la compétition sur un marché global en croissance lente. La demande solvable minimalement nécessaire fut soutenue par la baisse de l'épargne causée par le mirage de la bulle spéculative des bourses et par la spirale de l'endettement des États et/ou de la consommation aiguillonné par la baisse des taux d'intérêts, d'abord lente puis drastique au milieu des années 90. Cette phase est toujours active bien que la bulle boursière se soit dégonflée au profit de la bulle immobilière dont l'effet est cependant beaucoup plus large.

Dans le sillage de ce re-calibrage fondamental s'amplifie l'accumulation du capital aux dépens de la privatisation des secteurs publics. Cependant, ce parasitisme ne résulte pas ou peu en dynamique d'accumulation une fois l'opération terminée et contrairement aux prétentions affichées d'investissements supplémentaires comme l'ont amplement démontré les expériences argentines de privatisation de l'eau et la privatisation catastrophique du transport par rail britannique. Le veau d'or de cette dynamique d'accumulation tant recherchée pourrait toutefois se trouver en Chine et en Inde si toutefois était levé certains obstacles politiques.

On devine l'ampleur faramineuse des besoins d'investissements en infrastructures dans ces pays. Pour que ce soit possible, cependant, il faut que ces investissements soient faits par le secteur privé, qu'ils ne permettent pas l'émergence de bourgeoisies impérialistes chinoise et indienne et qu'ils puissent être financés. La première condition est en voie de réalisation avec l'intégration de la Chine dans l'OMC aux conditions des pays impérialistes. La troisième condition trouve sa réponse dans l'embrigadement des fonds de pension et fonds communs de placement en autant qu'ils n'aient pu comme principale fonction de financer les déficits étatiques d'où l'importance des politiques de « déficit zéro » étant entendu que le déficit étasunien est une question spécifique régulée par le financement « coopératif » de la gestion armée du monde qui justifie la pérennité des déficits du compte courant et du budget public étasuniens.

La deuxième condition est le noyau dur de l'affaire. Comment casser les reins de la bourgeoisie/bureaucratie chinoise et, secondairement, de celle de l'Inde ? Affronter militairement celle-ci n'est pas prometteur surtout si l'on en juge par l'enlisement iraquien et le statut de puissance nucléaire de la Chine. Or la croissance très rapide de la Chine en fait à un rythme encore plus rapide une grande consommatrice de pétrole importé qui ne peut venir que de l'Asie centrale, de la Sibérie de l'Ouest et éventuellement du Moyen-Orient. Il s'agit donc pour l'impérialisme de contrôler le Moyen-orient et l'Asie centrale afin de menacer de l'étouffer si l'Empire du milieu n'ouvre pas les portes de la privatisation de son infrastructure tout en garantissant la sécurité de ses investissements et la maîtrise sans contrainte de l'accumulation.

La démocratie sécuritaire néolibérale

Il n'y avait ni armes de destruction massive ni centre terroriste en Iraq. Tant pis d'affirmer l'impérialisme étasunien, il fallait y « changer le régime » brutal et

dictatorial pour y instaurer la démocratie et par le fait même augmenter la sécurité de la planète. Nul doute que le dictateur Hussein fut brutal. Il fut aussi l'ami du gouvernement étasunien jusqu'à la veille de la première guerre du Golfe. Tout comme aussi Ben Laden qui fut non seulement appuyé mais aussi créé par les ÉU qui n'ont jamais hésité à renforcer le fondamentalisme islamique pour vaincre les forces « communistes » et nationalistes au Moyen-Orient depuis leur alliance stratégique avec l'Arabie saoudite en 1945.

Après les accords de Yalta, qui encadra pour près de 50 ans la Guerre froide, le président étasunien rencontra le roi saoudien sur un navire de guerre pour sceller avec lui l'alliance du pétrole bon marché contre la protection militaire étasunienne. L'on peut dire que dès 1945, comme le règne des dinosaures avait caché le développement des premiers mammifères, la Guerre froide cacha le néolibéralisme guerrier centré sur le pétrole. La Guerre froide a justifié l'appui par les ÉU et les autres puissances impérialistes de toute une série de dictateurs anti-communistes au nom de la défense, paradoxalement, de la liberté et de la démocratie : Hussein, les Saoud intégristes en Arabie saoudite, Somoza au Nicaragua, Pinochet au Chili, Marcos aux Philippines, Mobutu au Zaïre, Diem au Vietnam sans compter le soutien des régimes « démocratiques » d'apartheid en Afrique du Sud et sioniste en Israël.

Le néolibéralisme prétend conjuguer libre-échange et liberté des peuples, libre entreprise et démocratie qu'il considère être les deux faces de la même pièce de monnaie. Les apparences semblent lui donner raison. L'offensive brutale de la globalisation des marchés conjugée aux politiques néolibérales avaient vaincu les forces de gauche et nationalistes. Ces forces, qu'elles se réclament du (néo)-stalinisme, de la social-démocratie ou du populisme, s'étaient laissées enfermer dans un cadre national, sinon nationaliste, qui les laissa complètement démunies devant l'ardeur « révolutionnaire » globalitaire/néolibéral à la Thatcher et à la Reagan. Pourquoi alors s'embarrasser de coûteux et impopulaires régimes dictatoriaux sans ennemi sérieux à abattre ?

La démocratie capitaliste, réduite à l'électoralisme et aux pressions des lobby de la « société civile », offre en effet plus de prise au capitalisme néolibéral. Celui-ci, afin de discipliner les peuples qui étaient devenus trop influents sur les États pourtant voués à la défense du capitalisme — comme le constata alors la Trilatérale, coordonnatrice du capitalisme mondial avant le Forum économique de Davos — sur-développa l'aspect financier du capitalisme afin d'imposer, comme nous l'avons vu, la main de fer du créancier sur le débiteur. Cette main de fer est plus facile à imposer à une démocratie qu'à une dictature parce que peut y opérer librement les lobby néolibéraux, très souvent formés et financés par l'impérialisme, et l'argent corrupteur finançant les élections elles-mêmes dépendantes de l'accès dispendieux aux grands monopoles médiatiques eux-mêmes acquis au néolibéralisme.

Cette démocratie néolibérale, tronquée et bien encadrée — cette « gouvernance » comme l'ont baptisée les néolibéraux — arrive à se maintenir électoralement en promouvant ou en se soumettant aux accords de libre-échange, dont l'ALÉ/ALÉNA fut la matrice et l'OMC le couronnement, et pour plusieurs pays du tiers monde aux programmes d'ajustement structurel du FMI. Car ainsi est-il possible de faire passer les États, surtout impérialistes, comme les victimes du libre-échange et non comme leurs organisateurs. Tous les partis politiques désirant accéder aux grands médias

pour garder un minimum d'influence de masse finissent par accepter ce carcan de la pensée unique, y compris les socio-démocrates, les néo-staliniens, les populistes et les verts.

Ne reste plus aux électeurs qu'à voter soit pour « le moins pire » c'est-à-dire le plus social-libéral, soit pour le plus droitier si l'on veut miser sur la chance d'être un gagnant de la globalisation du marché mondial, soit pour le plus centriste pour s'accrocher les yeux fermés à un impossible statu-quo. L'échiquier politique tendra donc vers le gris néolibéral ce qui amènera les partis à maximiser leurs différences réelles mais compatibles avec le néolibéralisme, comme par exemple l'avortement, les mariages gais ou l'ampleur des baisses d'impôt, à jouer de la personnalité du chef ou sur le style du discours électoral. Rien d'étonnant alors à ce que l'électorat potentiel boude les urnes de plus en plus. Pour contrôler la grogne, si besoin est, reste toujours la tentation de l'extrême-droite... et de l'État sécuritaire.

Paradoxalement, l'État néolibéral clamera d'autant sa qualité démocratique que cette démocratie deviendra de moins en moins réelle. Pour maintenir l'adhésion populaire par la peur, malgré l'absence de choix signifiants, cet État aura intérêt à se présenter comme un État menacé par le terrorisme et, par amalgame, par « l'invasion des barbares » c'est-à-dire par l'immigration arabo-musulmane et de couleur. Ainsi, pourra s'installer un État sécuritaire sur base de lois anti-terroristes utilisables au besoin, d'arrestations arbitraires des leaders des minorités « à risque » et surtout de l'omniprésente surveillance quotidienne et l'enregistrement informatique de toutes nos transactions ce à quoi on finit par s'habituer.

La géopolitique néolibérale... du pétrole

Depuis la fin de la Guerre froide, les guerres menées par l'impérialisme tout comme le positionnement des bases militaires à l'étranger a carrément comme clef d'interprétation le pétrole que ce soit les guerres d'Iraq et d'Afghanistan, l'établissement de bases en Asie centrale, les menaces contre l'Iran, le grossier interventionnisme au Venezuela ou les tergiversations face au gouvernement génocidaire du Soudan. Souvenons-nous aussi que cette géopolitique du pétrole n'est pas que l'affaire des ÉU.

Les autres puissances impérialistes ont tout aussi besoins sinon davantage de pétrole bon marché et ils n'ont tout simplement pas, et de loin, la puissance militaire des ÉU qui en sont rendus à dépenser annuellement plus de 50% des budgets militaires du globe et davantage en technologie militaire. La première guerre du Golfe fut menée ou financé par l'ensemble des pays impérialistes et la majorité des États-clients arabes. La guerre contre l'Afghanistan puis contre l'Iraq, si elle fut menée par une coalition restreinte a finalement été indirectement approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU qui reconnaît l'occupation de l'Iraq de même que par l'OTAN qui se charge de l'instruction de l'armée iraquienne complètement subordonnée à l'occupant.

La réticence des alliés français, allemand et russe, qui se concrétise par leur refus d'envoyer des troupes sur le terrain, provient de l'unilatéralisme étasunien qui refuse de partager le pillage de l'exploitation pétrolière. Ainsi, ceux-ci mettent-ils leur espoir

dans l'élection en janvier d'un gouvernement iraquien qui ait une marge de manœuvre suffisante vis-à-vis les ÉU pour diversifier ses alliés ce qui créerait les conditions d'un envoi de troupes dans le cadre de l'ONU en autant que ce gouvernement soit suffisamment crédible pour faire arrêter la lutte contre l'occupation, ce qui est loin d'être certain. Il est aussi loin d'être sûr que les ÉU, complètement enlisés sur le terrain avec insuffisamment de troupes pour contrôler le territoire, soient en mesure de tenir des élections crédibles.

Les élections en sont devenues à avoir un caractère symbolique peu importe la réalité sur le terrain. Il importait peu lors des dernières élections afghanes de savoir si le gouvernement de Kaboul n'ait pratiquement aucune présence en dehors de la capitale laissant ainsi le contrôle des listes et du vote aux seigneurs de la guerre armés jusqu'aux dents et maître de l'opium qui ont parfaitement les moyens de faire élire qui ils veulent. Il importait peu au président afghan qu'une personne ait été inscrite plusieurs fois sur la liste électorale puisque cela gonfle le nombre de votants... tout en garantissant le résultat. On voit quel simulacre électoral pourrait se produire en Iraq, ce qui garantirait un gouvernement pro-étasunien « démocratiquement » élu, résultat tout à fait improbable si ce tenait une élection vraiment libre tellement est généralisée la haine de l'occupant.

Il est devenu tout simplement impossible de re-coloniser le monde comme on le faisait au 19^{ième} siècle. Un siècle et plus de pénétration impérialiste du tiers monde avec son développement tronqué afin d'y piller les richesses, de conquérir son marché et de les soumettre à la conquête territoriale, un siècle et plus de résistance à ce pré-holocauste sinon à ce pré-fascisme « démocratique » a généralisé dans le tiers monde une forte conscience anti-impérialiste. De plus, les sociétés du Moyen-Orient sont des sociétés urbanisées depuis longtemps sur la base d'une civilisation plus que millénaire. L'Iraq, grâce à sa richesse pétrolière, avait atteint un niveau élevé d'éducation, de santé public et de services sociaux. Penser en refaire une colonie — même la première colonisation britannique des années 20 rencontra une vive résistance — est une utopie réactionnaire qui nécessiterait l'emploi de forces pouvant aller jusqu'aux armes de destruction massive.

Le seul problème majeur actuel que voit l'occupant est de démontrer qu'il contrôle le terrain malgré la multiplication des attentats. Ceux-ci, rappelons-le, sont en très grande partie dirigés contre les soldats étasuniens et de plus en plus contre l'armée et la police iraqiennes fantoches dans le but d'isoler les ÉU que d'ailleurs ses alliés sur le terrain, sauf la Grande-Bretagne, abandonnent un à un. Il n'y a que les groupes les plus fanatiques qui s'en prennent aux civils innocents. Ce sont bien sûr ceux-là qui sont les plus soulignés dans la grande presse occidentale. Par contre, l'armée étasunienne n'a pas hésité à détruire la ville de Falloujah ayant pris en otage toute la population par d'incessants bombardements aériens et terrestres pour qu'elle lui livre un dirigeant connu d'Al-Qaïda qui aurait été dans la ville. Toujours le même truc médiatique éculé de diaboliser un dirigeant particulièrement brutal, alors que de 20 à 40 groupes de résistance étaient dans la ville, et d'amalgamer la résistance légitime à l'occupation à cet unique dirigeant odieux.

Il est devenu évident que l'armée étasunienne, aux abois, prend exemple sur les tactiques brutales de l'armée israélienne qui violent sans gêne toutes les conventions de Genève et toutes les résolutions des Nations unies. L'alliance ÉU-Israël a été

solidifiée au point d'évacuer toute critique sérieuse du gouvernement Sharon et de justifier tous ses attentats ciblés, ses tueries de civils par bombes aéroportées, hélicoptères et terrestres ou par tirs ciblés et incontrôlés, ses destructions de maisons au bulldozer, ses tortures de prisonniers et l'emprisonnement, par murs et points de contrôle, de toute une population dans un territoire-prison surpeuplé et sans ressources.

Tant le mur autour de la bande de Gaza, construit depuis longtemps, que celui en construction en Cisjordanie ne font pas autre chose que de créer de gigantesques prisons qui vont bien au-delà des bantoustans de l'ex-apartheid sud-africain. Tandis que celui de Cisjordanie découpe les colonies juives de peuplement, les territoires à ressources et les zones frontalières des principales zones de peuplement palestiniens, l'enceinte de Gaza, déjà construite, sera plutôt vidée de ses quelques colons, à peine 7 000, ce qui a en plus l'avantage diplomatique de faire passer le premier ministre israélien, désormais flanqué de l'alternance travailliste, comme une courageuse colombe face à l'extrême-droite fondamentaliste.

Reste que la stratégie de territoire-prison est la même à Gaza et en Cisjordanie. Cette stratégie serait-elle annonciatrice de ce que pourrait tenter, toute proportion gardée, l'impérialisme étasunien en Iraq ? Si l'élection à l'afghane prévue en janvier s'avérait un échec, les ÉU pourraient être tentés par un repli sur les zones pétrolières et la protection des pipelines, zones hermétiquement scellées par des murs électroniques et réels quitte à abandonner à elles-mêmes tout au moins les zones sunnites et à laisser faire sinon à susciter la guerre civile. Il n'est pas dit qu'advenant un tel scénario, les directions religieuses chiites et encore plus les directions kurdes ne soient pas prêtes à collaborer en autant qu'elles aient droit à une part des revenus pétroliers et que l'occupant se retire de leurs zones. Il n'est pas dit non plus que l'OTAN ne soit pas de la partie en autant que la rente pétrolière et son contrôle géopolitique soit mieux partagée.

Il faut en effet prévoir que le chaos irakien fera de l'élection du 30 janvier, s'il elle a lieu, une farce monumentale... et tragique. The Economist, hebdomadaire droitier, pro-étasunien et pro-guerre mais fort bien renseigné, de dire dans son numéro du 1er janvier 2005 : « *Selon [un] lieutenant de 'marine' "il vient un moment où on n'a plus la patience d'attendre après les gars avec des armes, alors on se met à tirer sur n'importe qui... On en arrive à se ficher du mal que l'on fait."* » Le résultat selon ce même journaliste : « *Avec les rebelles dont on rapporte qu'ils administrent la justice criminelle et récoltent les taxes certains officiers américains disent qu'ils dirigent une 'administration parallèle'* » Qui alors contrôle le territoire ? De conclure le reporter de The Economist : « *Un gros indice est que les diplomates et les journalistes non-iraquiens peuvent à peine circuler librement en Iraq sauf en dehors de la zone kurde au nord par peur d'être kidnappé ou tué.* »

C'est à ce point qu'on peut se demander si le gouvernement étasunien, parce qu'il a été incapable d'empêcher la tenue d'élections sauf à vouloir s'aliéner la majorité chiite qui veut en profiter pour s'accaparer un pouvoir qui lui échappe depuis la colonisation britannique, ne cherche pas, par désespoir, à empêcher ou délégitimer les élections sachant que le gouvernement qui en sortirait exigerait le départ immédiat des troupes d'occupation. Impérialisme et démocratie sont en effet incompatibles.

Comment ne pas comprendre que face au drame des peuples humiliés et réduits à la misère, le dos au mur et abandonné par les puissances de ce monde et même par les peuples de la terre dépassés par les événements, que sa jeunesse donc qui ne peut plus compter sur une « Autorité » discrédité par toutes ses capitulations, sa corruption et sa répression contre son propre peuple, ou par une gauche confuse, discréditée et presque invisible, ne voit plus comme seul recours que l'exaltation du martyr suicidaire et vengeur ? Pour l'impérialisme et le sionisme toute solution à leurs objectifs passe désormais par l'imposition de leur volonté par la force brute indépendamment des droits des peuples et des plus élémentaires droits humains. Employer dans ce contexte le vocabulaire de la démocratie et du pacifisme est tout simplement abjecte.

Il faut se souvenir que l'enjeu iraquien est plus fondamental que ne l'a été l'enjeu vietnamien en son temps. La victoire vietnamienne avait certes ébranlé les colonnes du temple de l'ordre de Yalta mais elle ne l'avait pas changé parce que la direction étasunienne du « monde libre » restait incontournable. Une défaite étasunienne en Iraq remettrait en question le dernier atout de l'impérialisme étasunien, l'efficacité de son hégémonie militaire. Or sans domination de l'économie pétrolière l'hégémonie géopolitique échapperait aux États-Unis. S'ouvrirait alors une période chaotique de redistribution des cartes dont l'issue est imprévisible. On peut donc prévoir que les États-Unis vont s'accrocher, quitte à en devenir plus barbare... à moins que la mobilisation des peuples, au-delà des grandes manifestations, ne se mette de la partie.

Voilà où mène l'impérialisme du pétrole dont le contrôle permettrait de contrôler le monde tant il est le sang qui coule dans les veines de l'économie néolibérale qui ne saurait être rentable sans un système de transport à bon marché basé sur l'automobile et le camionnage. Raison de plus, sans compter le désastreux effet de serre dont il est la cause principale, pour s'en libérer en changeant la logique de la politique énergétique du monde en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies douces, du transport public collectif gratuit, du logement public collectif de qualité, de l'urbanisme convivial et de l'agriculture biologique tout en se re-mobilisant contre la guerre et contre l'occupation.

Le néolibéralisme, le spasme d'un capitalisme barbare

Loin d'avoir réglé les cinq grandes crises léguées par le modèle de l'État providence, le néolibéralisme les a sérieusement envenimées. Pour gérer les croissantes contradictions nationales et internationales qui en découlent le capital néolibéral est à construire l'État sécuritaire et guerrier, pour ne pas dire terroriste, à démocratie tronquée. Cette dégénérescence ramène à l'avant-scène avec encore plus d'acuité le dilemme « socialisme ou barbarie » qu'avait posé Rosa Luxemburg au sortir du premier grand massacre que fut la Première guerre mondiale, dilemme qu'Einstein et d'autres avaient reposé après l'Holocauste et les bombardements atomiques du Japon.

Le XX^{ième} siècle a plus que démontré la faillite du capitalisme devenu, par suite de l'opération de la loi de la concurrence générant concentration et centralisation du capital, le capitalisme des transnationales qui a fait du « marché » un voile ridicule

cachant l'obscène dictature du capital monopolisé. Cette faillite ne doit pas surprendre car le développement même des technologies et de l'organisation de la production — des « forces productives » aurait dit Marx — induit par le capitalisme même a conduit à la destruction de ses propres bases.

Avant que les économistes dit « néo-classiques » de la fin du XIX^è siècle n'expliquent les fondements du capitalisme par la réductrice théorie des prix — la loi de l'offre et de la demande — à laquelle s'est superposé 50 ans plus tard, mécaniquement mais non organiquement, la macro-économie keynésienne, les économistes dit « classiques », dont Marx fut le couronnement, avait clairement posé la loi de la valeur comme fondement de l'économie capitaliste. Cette loi dit que les prix du marché sont déterminés fondamentalement par le temps de travail direct et indirect reconnu socialement par le marché bien que cette valeur dans un marché donné — et le néolibéralisme tend à globalisé les marchés nationaux — soit redistribuée entre les secteurs (et les pays dans la mesure où le marché est global) en fonction de l'importance de l'apport relatif de capital versus le travail et finalement en fonction des rapports entre l'offre et la demande. (Pour les forces de la nature accaparées par la propriété privée, qui ne contient par définition aucun temps de travail, les prix sont formés directement en fonction de la rente due elle-même à la rareté relative)

Son corollaire, la loi de la plus-value, ajoute que la force de travail étant rémunérée à sa valeur historique, c'est-à-dire en fonction de ses coûts de reproduction déterminés par la lutte de classe, et que cette force étant en mesure de produire généralement plus que sa valeur au fur et à mesure qu'augmentent le rapport capital-travail et la productivité du capital — la force de travail est donc la seule marchandise créatrice de valeur — le profit découle de la différence croissante entre la valeur totale créée par la force de travail et la valeur de cette force. On voit tout de suite la contradiction béante qui se développe au fur et à mesure de l'accumulation du capital. La force de travail accaparant tendanciellement une portion de moins en moins grande de la valeur totale, à moins de correction par la lutte de classe, la valeur totale est tendanciellement de plus en plus difficile à réaliser sur les marchés d'où la tendance aux crises de surproduction.

Le capitalisme néolibéral a exacerbé cette contradiction fondamentale en redistribuant davantage les revenus en faveur du capital de plus en plus financiarisé et facilité la redistribution de la valeur des pays du tiers monde vers les pays impérialistes dans le cadre du marché global. De plus, il a aussi tendance à accentuer la différence entre prix particuliers et valeurs particulières dans le cadre de l'égalité générale des prix et des valeurs et de celle de la plus-value et des profits, deux égalités indépassables sous le capitalisme. La raison en est que le complexe biotechnologique-téléinformatique-énergie verte auquel tend le néolibéralisme est un complexe à fort contenu scientifique et technologique par rapport à son contenu strictement matériel.

Or il est impossible de mesurer en temps de travail l'apport des connaissances à la production des produits et services de ce complexe car le bassin des connaissances est un patrimoine de l'humanité accumulé depuis le début des temps, tout comme le sont les ressources naturelles. C'est d'ailleurs pour cette raison que Marx, anticipant déjà la fusion de la science à la production à la fin du XIX^è siècle et même la

domination de la production par la science-technologie à l'ère néolibérale, soulignait l'impossibilité pratique de mesurer adéquatement le temps de travail incorporé dans tel ou tel produit d'autant plus que la part des connaissances y est importante. Cette nouvelle réalité apparaît sous forme d'une économie de plus en plus réseautée et mondialisée qui rend organiquement les travailleurs et travailleuses irrémédiablement interdépendants. Reste à l'assumer au niveau du politique et de la conscience !

C'est cette difficulté insurmontable en termes de loi de la valeur qui explique l'acharnement néolibéral à convertir en « propriété intellectuelle » ce patrimoine y compris sa partie contemporaine développée en grande partie dans les laboratoires gouvernementaux et universitaires. Ainsi, tout comme les ressources naturelles, dont le pétrole, les prix des connaissances se forment principalement non pas à partir du temps de travail mais à partir d'une rente elle-même rendue possible par une rareté produite artificiellement. Par exemple, un logiciel ou une chanson ou un film, qui sont presque entièrement des produits de la connaissance, une fois produits en un exemplaire deviennent reproductibles à l'infini pour un coût (marginal disent les économistes néo-classiques) presque nul. Leur prix ne peut donc être qu'un effet de rente.

On perçoit donc que la formation des prix du marché global est tendanciellement une affaire de rapports de force politico-militaires en vue de création de rentes par l'intermédiaire de l'accaparement de la propriété des sources de ressources naturelles et de celles de la propriété intellectuelle. On devine que comme la loi de la valeur demeure opérante, c'est-à-dire que la somme totale des prix doit équivaloir à la somme totale des valeurs et que la somme totale des profits à celle de la plus-value, la multiplication des rentes va créer un large sous-ensemble de marchandises qui se vendront au-dessous de leur valeur — ex. les produits agricoles (mais les gros producteurs des pays impérialistes sont subventionnés), les vêtements, l'électronique grand public — et dont la plus-value sera transférée au sous-ensemble rentier par la panoplie de mécanismes financiers qu'a créé le capitalisme néolibéral.

La rente pétrolière n'est donc pas une exception mais la règle. La guerre pour le pétrole n'est pas un effet mais la méthode générale. L'économie néolibérale est intrinsèquement une économie de guerre. De la même manière que le capitalisme du XX^{ie} siècle fut intrinsèquement impérialiste qui portait la guerre comme la nuée l'orage, le capitalisme néolibéral du début du XXI^{ie} siècle est intrinsèquement guerrier qui porte la barbarie comme l'orage porte le typhon.

Marc Bonhomme, 28 octobre 2004 (complété et mis à jour le 13 janvier et le 21 février 2005)